



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE BIMENSUELLE

NUMÉRIQUE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE LONDRES

N° 14 – 20 septembre au 4 octobre 2022

Sommaire

Fait marquant

- Le Chancelier de l'échiquier a annoncé de nouvelles mesures pour soutenir l'investissement privé

Economie numérique et régulation

- Le projet de loi sur le traitement de l'acquis communautaire dans le droit britannique a été présenté au Parlement
- Le procès du suicide d'une jeune fille de 14 ans aboutit à la mise en cause des effets des réseaux sociaux et relance le débat sur la protection des mineurs en ligne
- L'Ofcom va lancer une enquête sur la concurrence au sein du marché britannique du cloud
- *Whats App* estime que les dispositions l'*Online Safety Bill* visant à revenir sur le cryptage des communications pourraient porter atteinte à la sécurité des utilisateurs

Télécommunications et réseaux

- Le Royaume-Uni a été élu au Conseil de l'Union internationale des télécommunications
- L'Ofcom est désormais responsable de la sécurité des réseaux de télécommunication face aux cyber-attaques
- L'opérateur britannique *Vodafone* pourrait fusionner avec son concurrent *Three UK*

Données et intelligence artificielle

- La ministre en charge du numérique a annoncé la volonté du nouveau gouvernement de doter le R-U de son propre régime de protection des données personnelles
- L'*Information Commissioner's Office* pourrait infliger une amende de 27 M£ à *Tik Tok* pour avoir violé la législation britannique de protection des données personnelles

Spatial

- Le Royaume-Uni investit en vue de lancer sa première mission d'élimination de débris spatiaux en 2026

Ecosystème tech

- Selon l'institut *Z/Yen*, Londres resterait le centre financier le plus attractif d'Europe

🗺️ **Fait marquant: Le Chancelier de l'échiquier a annoncé de nouvelles mesures pour soutenir l'investissement privé**

Le nouveau Chancelier de l'échiquier (ministre des finances) Kwasi Kwarteng a dévoilé le 23 septembre une [série de mesures fiscales](#) (dans le cadre du « mini-budget »), dont certaines visent à soutenir l'investissement pour les start-ups et les entreprises :

- l'annulation de la hausse de l'impôt sur les entreprises de 19 à 25 % qui devait entrer en vigueur en avril 2023 ;
- la modification du [Seed Investment Scheme](#) (SEIS) destiné à soutenir les start-ups dans leurs levées de fonds initiales ; ainsi à partir de 2023 les entreprises :
 - pourront lever jusqu'à 250 000 £ au travers de ce mécanisme (contre 150 000 £ auparavant),
 - seront éligibles si elles ont jusqu'à trois ans d'existence au moment de l'investissement (contre deux ans auparavant),
 - la limite de l'actif brut sur le bilan sera portée de 200 000 à 350 000 £,
 - la limite annuelle d'investissement passera de 100 000 à 200 000 £ par investisseur ;
- la prolongation de l'[Entreprise Investment Scheme](#) (EIS) et du [Venture Capital Trust](#) (VCT) ;
- la création de [New Investment Zones](#) qui offriront des avantages fiscaux et réglementaires aux entreprises qui y exercent leurs activités.

Si dans l'ensemble ce « mini-budget » a suscité de nombreuses critiques et des [réactions très négatives](#) des marchés financiers (poussant le gouvernement à [revenir](#) sur l'annonce de la baisse d'impôt sur le revenu des personnes les plus aisées), les mesures présentées ci-dessus ont été [saluées](#) par les acteurs du secteur.

🗺️ **Economie numérique et régulation**

1 **Le projet de loi sur le traitement de l'acquis communautaire dans le droit britannique été présenté au Parlement**

Le projet de loi *Retained EU Law (Revocation and Reform) Bill*, [présenté](#) le 22 septembre, rendra caduque la majorité des lois héritées de la législation européenne à la date du 31 décembre 2023. Certaines législations bénéficieront d'un mécanisme de prolongation jusqu'en 2026, offrant un délai pendant lequel le gouvernement britannique devra décider du maintien ou non dans le droit national de certaines dispositions. Le projet de loi permettra au gouvernement d'adopter des législations secondaires afin que le droit européen encore en vigueur puisse être modifié, abrogé et remplacé plus facilement. Il prévoit aussi de confier au

gouvernement des pouvoirs permettant de spécifier, après l'expiration du délai, le corpus législatif qui s'appliquera à la place du droit européen conservé, et la manière dont il devra être interprété. Enfin, en cas de conflit de normes, il rétablira la primauté du droit interne sur les législations issues du droit européen conservées dans le corpus législatif britannique.

2 Le procès du suicide d'une jeune fille de 14 ans aboutit à la mise en cause des effets des réseaux sociaux et relance le débat sur la protection des mineurs en ligne

Cinq ans après le suicide de Molly Russell en novembre 2017, à l'âge de 14 ans, le juge a [déclaré](#) à l'issue du procès que la jeune fille était décédée « d'un acte d'automutilation alors qu'elle souffrait de dépression et des effets négatifs des contenus en ligne ». Bien que les réseaux sociaux ne soient pas formellement présents sur le banc des accusés, pour la première fois au R-U les dirigeants de *Meta* et *Pinterest* (entreprises mises en cause en l'espèce) ont été appelés à la barre pour s'exprimer sur le préjudice potentiel que leurs réseaux peuvent causer à la génération qui grandit avec les réseaux sociaux. Fait rare, William, désormais Prince de Galles, s'est [prononcé](#) directement sur l'affaire en déclarant que « La sécurité en ligne pour nos enfants et nos jeunes doit être un prérequis, et non une réflexion après coup ». Cette affaire accroît la pression sur les plate-formes de réseaux sociaux – les algorithmes ont été au cœur de l'affaire car des contenus liés à la dépression ont été envoyés à l'adolescente par *Pinterest* et *Instagram* lui a suggéré de suivre des comptes faisant référence au suicide et à l'automutilation - afin qu'elles se saisissent pleinement de la sécurité en ligne des mineurs. Elle accentue également la pression sur le gouvernement pour que les discussions au Parlement sur l'*Online Safety Bill* (projet de loi visant à encadrer la publication de contenus en ligne) - reportées à une date indéfinie - reprennent au plus vite. Au cours de l'été, Liz Truss s'était [prononcée](#) pour un maintien voire un renforcement des mesures pour protéger les mineurs en ligne.

3 L'Ofcom va lancer une enquête sur la concurrence au sein du marché britannique du cloud

Dans le cadre de son nouveau [programme de travail](#), l'*Office of Communications* (régulateur des télécommunications – *Ofcom*) a [annoncé](#) le 22 septembre son intention de lancer une étude de marché visant à analyser le fonctionnement de la concurrence sur le marché britannique du *cloud*, qui représente 15 Md£ et est dominé à 81 % par trois entreprises : *Amazon Web Services*, *Google Cloud* et *Microsoft Azure*. Cette étude, qui devrait durer un an, visera à déterminer si cette domination pourrait freiner l'innovation, la croissance ou l'émergence de nouveaux acteurs au sein du marché. L'*Ofcom* a annoncé travailler étroitement avec la *Competition and Markets Authority* (autorité de concurrence – CMA). A l'issue de son étude, l'*Ofcom* aura la possibilité de saisir la CMA, de faire appliquer la réglementation sur la concurrence ou de soumettre des propositions de nouvelles règles au gouvernement. Selon le [Wall Street Journal](#), *Microsoft* a annoncé vouloir collaborer à l'étude.

4 *Whats App* estime que les dispositions l'*Online Safety Bill* visant à revenir sur le cryptage des communications pourraient porter atteinte à la sécurité des utilisateurs

Dans une interview accordée au [Financial Times](#), le dirigeant de *Whats App* Will Cathcart estime que les mesures de l'*Online Safety Bill* destinées à renforcer la lutte contre les contenus « illégaux et préjudiciables » pourraient, en revenant sur le cryptage « de bout-en-bout » des communications, menacer la sécurité des communications et encourager les régimes autoritaires. M. Cathcart estime que la position du R-U pourrait être reprise par d'autres pays, y compris des régimes non-démocratiques ne respectant pas les droits de l'homme, qui pourraient utiliser ces failles de sécurité afin de surveiller leurs citoyens. Les entreprises de messagerie cryptées affirment qu'il est techniquement impossible de rechercher des contenus tels que la pédopornographie sans compromettre la sécurité de l'ensemble du réseau, supposé empêcher quiconque – y compris les opérateurs de la plate-forme – de lire les messages des utilisateurs.

📡 Télécommunications et réseaux

1 Le Royaume-Uni a été élu au Conseil de l'Union internationale des télécommunications

Le R-U a été [élu](#) au Conseil de l'Union internationale des télécommunications (UIT) et entend veiller à ce que l'institution garantisse que les technologies de l'information et de la communication restent entre les mains de l'industrie et du marché libre, tout en demeurant interopérables. Le gouvernement se félicite de l'[élection](#) pour quatre ans de la candidate américaine Doreen Bogdan-Martin au poste de secrétaire générale, face au candidat russe Rashid Ismailov (139 voix contre 25). Cette élection – intervenant dans le contexte de la guerre en Ukraine qui a fortement investi le cyberspace – opposait deux visions d'internet : celle, ouverte, des démocraties occidentales et l'approche plus contrôlée des pays comme la Russie et la Chine. Le R-U salue ce résultat comme une « victoire importante pour les efforts des démocraties occidentales visant à bloquer les tentatives des régimes autoritaires de renforcer les contrôles gouvernementaux sur internet ».

2 L'*Ofcom* est désormais responsable de la sécurité des réseaux de télécommunication face aux cyberattaques

L'entrée en vigueur du [Telecoms Security Act](#) le 1^{er} octobre, a confié de nouveaux pouvoirs à l'*Office of Communications* (régulateur des télécommunications - *Ofcom*) qui est désormais chargé du respect de la loi par les opérateurs de télécommunication. Cette nouvelle loi vise à garantir la sécurité et la résilience des réseaux face aux cyber-attaques. Elle impose de nouvelles obligations aux opérateurs qui doivent désormais, s'assurer que les équipements de

réseau qui traitent des données sensibles soient conçus et entretenus de manière sécurisée, réduire les risques liés à la chaîne d'approvisionnement, contrôler soigneusement l'accès aux parties sensibles du réseau et s'assurer que les bons processus sont en place pour comprendre les risques auxquels sont exposés leurs réseaux. L'*Ofcom* pourra imposer des amendes aux entreprises qui ne se conformeraient pas à la réglementation.

3 L'opérateur britannique *Vodafone* pourrait fusionner avec son concurrent *Three UK*

L'entreprise britannique *Vodafone*, troisième opérateur mobile du pays, a [confirmé](#) être en pourparlers avec *CK Hutchison* au sujet du rachat de sa filiale britannique *Three UK*, quatrième opérateur mobile du R-U. *Vodafone* détiendrait 51 % de la nouvelle entité et *CK Hutchison* conserverait des parts à hauteur de 49 %. Une telle opération ferait du nouveau groupe le plus important opérateur britannique avec plus de 27 millions d'abonnés. En février dernier, Nick Read, le directeur général de *Vodafone*, avait déclaré avoir entamé des discussions avec ses concurrents affirmant que le secteur européen devait se consolider afin de créer des entreprises plus rentables et attrayantes pour les investisseurs. L'entreprise estime qu'un accord permettant de créer un groupe plus important est nécessaire, compte tenu des coûts importants de déploiement et de maintenance des nouveaux réseaux 5G.

Données et intelligence artificielle

1 La ministre en charge du numérique a annoncé la volonté du nouveau gouvernement de doter le R-U de son propre régime de protection des données personnelles

Lors du congrès annuel du parti conservateur à Birmingham, la ministre en charge du numérique Michelle Donelan a [confirmé](#) que le nouveau gouvernement comptait revenir sur le cadre législatif britannique de protection des données personnelles issu du droit européen. Le gouvernement précédent avait introduit le *Data Protection and Digital Information Bill* en juillet dernier à la *House of Commons*, mais l'examen du texte a été reporté à une date indéfinie. La ministre a déclaré que ce nouveau régime serait « plus simple et plus clair, pour que les entreprises s'y retrouvent. Nos entreprises ne seront plus entravées par de nombreuses formalités administratives inutiles », ce qui correspond à l'esprit du texte présenté par le précédent gouvernement. L'adoption d'amendements conduisant à une divergence importante avec le régime européen pourrait conduire à remettre en cause la décision d'adéquation accordée par l'UE.

2 L'*Information Commissioner's Office* pourrait infliger une amende de 27 M£ à *Tik Tok* pour avoir violé la législation britannique de protection des données personnelles

L'*Information Commissioner's Office* (autorité de contrôle de l'utilisation des données – ICO) a publié une « [notice of intent](#) » (document juridique qui précède une potentielle amende) à destination de *Tik Tok*, l'informant qu'une amende de 27 M£ pourrait lui être infligée s'il était établi que l'entreprise avait violé la législation britannique de protection des données personnelles entre mai 2018 et juillet 2020. L'ICO estime que l'entreprise pourrait avoir traité les données de mineurs de moins de 13 ans sans le consentement de leurs parents, ne pas avoir fourni une information concise, transparente et facilement compréhensible à ses utilisateurs, et avoir traité des catégories particulières de données sans se fonder sur une base légale, comme cela était pourtant requis par la loi. L'ICO examine actuellement les arguments de *Tik Tok* avant de prendre sa décision finale.

Spatial

1 Le Royaume-Uni investit en vue de lancer sa première mission d'élimination de débris spatiaux en 2026

La *UK Space Agency* a [annoncé](#) avoir investi 4 M£ dans les entreprises britanniques [ClearSpace](#) et [Astroscale](#) afin qu'elles conçoivent des missions permettant d'éliminer les débris spatiaux. Une fois ces projets terminés, des fonds supplémentaires pourraient être alloués à des entreprises spatiales britanniques pour permettre le lancement de la première mission d'élimination des débris spatiaux du R-U en 2026. La *UK Space Agency* a également annoncé le lancement de [l'Enabling Technologies Programme](#), doté de 15 M£ et destiné à soutenir la recherche spatiale innovante ; l'un des six appels à projets du programme porte sur les technologies d'entretien et de fabrication en orbite, qui pourraient prolonger la durée de vie des satellites et réduire les débris spatiaux.

Ecosystème tech

1 Selon l'institut Z/Yen, Londres resterait le centre financier le plus attractif d'Europe

Selon un [sondage](#) de l'institut Z/Yen, l'important vivier de talents hautement qualifiés de la capitale britannique serait la raison principale de sa première place en Europe. Selon ce classement, Paris est entré dans le Top 10 mondial, remplaçant Tokyo en tant que centre financier important. Cet index est également assorti d'un autre classement comparant les écosystèmes de fintechs. Dans celui-ci, New York conserve sa position de leader, suivie de San Francisco, Los Angeles puis Londres, Shanghai et Pékin occupant les cinquième et sixième places. Pour réaliser ce classement, l'institut utilise des mesures quantitatives fournies par des tiers, notamment la Banque mondiale, *l'Economist Intelligence Unit*, l'OCDE et les Nations unies.

Principales levées de fonds de start-ups britanniques entre le 20 septembre et 4 octobre 2022 :

- [Prediko](#), E-commerce (plate-forme de gestion d'inventaire), [Seed Round, 4,33 M£](#)
- [Hadean](#), Web3 (start-up souhaitant créer sa technologie d'infrastructure métaverse pour développer des mondes virtuels dans les divertissements immersifs et les environnements numériques d'entreprises), [Série A, 30 M£](#)
- [Datamaran](#), Software (logiciel d'évaluation des risques RSE pour les entreprises), [Série B, 11,7 M£](#)
- [MediMusic](#), MedTech (plate-forme se basant sur les neurosciences afin de proposer des playlists musicales pour diminuer les maux des personnes atteintes de démence), [Funding Round, 1,2 M£](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international